

MONA MAKRAM EBEID

Ancienne députée, Egypte, Distinguished Lecturer, Université américaine du Caire, membre du Conseil national pour les droits de l'Homme

Je vais commencer, parce que j'ai commencé en français. Je voudrais tout d'abord remercier notre ami Thierry de Montbrial, vraiment, pour cette conférence extraordinaire. Et pour m'avoir d'abord donné l'occasion de m'adresser à cette pléiade d'éminentes personnalités, mais aussi d'avoir inspiré mon intervention par une phrase percutante qu'il a prononcée hier. C'est-à-dire, le dérapage d'une révolution. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui en Égypte, puisque vous me l'avez demandé.

Oui, aujourd'hui, nous faisons face à deux Égypte qui n'arrivent plus à dialoguer et qui se nient sans s'écouter. Six mois après avoir été élu Président d'Égypte, premier Président de l'Égypte post-révolutionnaire, le chef de l'État, Mohammed Morsi s'est arrogé des pouvoirs exorbitants, que même l'ancien président n'avait pas.

La Déclaration constitutionnelle du 22 novembre, qui a provoqué cette violence à laquelle vous assistez, accorde au président une immunité totale ainsi qu'un contrôle sur les pouvoirs judiciaires et législatifs, bouleversant ainsi l'équilibre fragile des pouvoirs.

On serait tenté d'expliquer cette décision surprenante par le contexte immédiat. C'est-à-dire qu'à la veille de cette décision, au Caire, était annoncée en grande pompe la trêve entre le Hamas et Israël. Louant, comme l'a fait Hillary Clinton, le leadership de Morsi. Ce triomphe, parrainé par les États-Unis explique-t-il le coup de force autoritaire annoncé dès le lendemain ?

Je voudrais répondre à l'ambassadeur Djerejian.

You said that Putin said you might be naive, because you are supporting the Islamists. Are you naive? Tell me after.

Toujours est-il qu'en tirant le premier, Morsi laisse entendre qu'il a accumulé assez de crédits pour engager un bras de fer. Des confrontations mortelles entre partisans du Gouvernement et adversaires de tous bords ont endeuillé le pays depuis le 27 novembre.

La révolution du 25 janvier à laquelle j'ai participé pendant 8 jours, et qui a provoqué la chute d'un régime dictatorial, ne préfigurait en rien une prise de pouvoir islamiste. Cette révolution populaire et spontanée n'avait ni d'autre idée, ni d'autre programme que l'espoir d'un État de droit pour tous les Égyptiens, d'un respect de la dignité des citoyens et d'une justice sociale.

En s'autoproclamant, par le décret du 22 novembre, au-dessus de la loi, le chef de l'État a commis une faute magistrale, gravissime, car c'est méconnaître les Égyptiens, qui malgré leur patience et leur pacifisme sont lucides sur ceux qui les gouvernent.

C'est pourquoi s'oppose aujourd'hui à sa dérive autocratique une grande partie du pays. Y compris presque tous les juges d'Égypte, et derrière eux, non seulement les jeunes révolutionnaires, mais également la gauche, les libéraux, les nassériens, les chrétiens, les laïcs, ainsi que d'éminents théologiens musulmans. Même les juges très proches de la confrérie, tels que le vice-président, le ministre de la Justice et le président de la Constituante ont rejeté la Déclaration constitutionnelle.

Depuis le retrait, en mars dernier, des libéraux de l'assemblée constituante, dont j'étais membre, les juges sont en première ligne aujourd'hui face au pouvoir islamique, et face aux islamistes. Car le pouvoir judiciaire est devenu aujourd'hui le dernier recours de l'opposition. Face à la montée de la violence, sept des conseillers de Morsi ont annoncé leur démission en deux semaines.

Morsi avait sans doute, à tort, misé sur une opposition fortement divisée et désorganisée, contrairement à son camp. Mais, bien que fragile, cette opposition a prouvé, par son nombre, qu'elle était capable de redescendre dans la rue sous la forme d'une coalition hétérogène d'hommes, de femmes, d'ouvriers, d'hommes d'affaires, ou encore d'activistes, afin de raviver l'esprit d'une révolution inachevée.

Depuis le retrait en mars dernier des libéraux, nous assistons à cette régression. Sans compter que le projet de constitution, rédigé à la va-vite en 17 heures, soumis au vote d'une assemblée constituante acquise aux islamistes, et qui doit être soumis à référendum le 15 décembre, a été rejeté par toute l'opposition. Le contenu de cette constitution contient des articles contraires à la liberté de conscience, elle limite la liberté syndicale, limite la liberté de la presse, menace l'égalité des hommes et des femmes, viole à plusieurs endroits le droit des minorités. Tout ceci a provoqué le retrait de l'assemblée constituante, de l'Église, et de tous les partis dits non islamiques, ainsi que d'Al-Azhar, la plus haute autorité de l'Islam.

Expliquons un peu, Monsieur Morsi. Issu d'une fraction extrêmement conservatrice, Morsi a blessé les valeurs de la démocratie libérale, dont l'héritage multiconfessionnel, dont parlait l'ambassadeur Djerejian, légué par le Wafd (parti libéral des années 20), et a profondément accru la polarisation religieuse de la société.

Du côté des salafistes, qui sont alliés au Président, le ton s'est fait encore plus violent et ils appellent même au meurtre des manifestants, des chrétiens, et des responsables politiques libéraux et des médias non gouvernementaux.

Face à ce catastrophique et gravissime état de fait, l'opposition, par la voix du prix Nobel de la paix Mohamed El Baradei, s'est déclarée prête au dialogue, mais uniquement si le décret constitutionnel était retiré et le référendum reporté. C'est ce que nous allons savoir ce soir ou demain.

S'il décide de maintenir le référendum à la date du 15 décembre, il sera confronté à une campagne de boycottage de l'opposition, et à de nombreux juges chargés de superviser le scrutin et qui ont refusé de le faire. Même s'il revient sur sa décision, il aura perdu beaucoup de crédibilité, car il apparaît aujourd'hui comme l'homme d'une seule fraction de la société, c'est-à-dire les frères musulmans, et non pas comme le Président de tous les Égyptiens.

Il n'empêche qu'il y a une crispation très forte au sein de la confrérie. Morsi portera enfin la grave responsabilité des premiers affrontements meurtriers entre les Égyptiens depuis la révolution. D'autre part, la division des non islamistes depuis la révolution, due à l'appétit de pouvoir et aux égos très développés dans chaque formation, a certainement favorisé la victoire des frères musulmans et de leurs alliés aux dernières législatives. Il est à espérer que l'unité qui s'est fait jour durant le combat pour s'opposer à cette nouvelle dictature subsistera jusqu'aux prochaines législatives qui auront lieu d'ici deux mois, et qu'ils pourront obtenir au moins 50 % des sièges.

Jusqu'à présent, la grande muette était l'armée. Mais depuis quelques jours, l'armée a rappelé qu'ils n'accepteront pas cette montée de violence et se rangeront du côté du peuple. Dans ce pays qui depuis 60 ans a été gouverné directement ou indirectement par l'armée, on pourrait suggérer que l'armée a pesé sur les dernières décisions du Président. A mon sens, on entre dans une phase de turbulences qui peuvent déstabiliser le pays et la région, sans pourtant éliminer les frères musulmans.

L'accueil triomphal réservé vendredi par Gaza au chef du Hamas, Khaled Mechaal, confirme que les islamistes sont la force qui monte au Proche-Orient. Le monde ne devrait pas oublier que l'Égypte est le pays pivot de la région et qu'il ouvrit, dès la fin des années 70, la voie de la paix avec Israël.

Pour conclure, Monsieur, et comme j'ai commencé : nous sommes face à deux Égypte dont les conceptions de l'avenir sont difficilement compatibles. L'une marquée par des années de répression et de clandestinité, et dont la conception de la démocratie se limite au fait majoritaire. Elle est convaincue que le vainqueur des élections devrait être autorisé à gouverner seul.

L'autre, qui est nous, se réfère à un passé libéral et moderne, ainsi qu'à son rayonnement intellectuel régional, depuis plus de 200 ans lors de l'expédition de Napoléon et du règne de Mohamed Ali, et se veut un État civil, démocratique, moderne et égalitaire. Ces deux Égypte pourront-elles un jour coexister et trouver un terrain d'entente?



Monsieur Morsi pourrait-il réconcilier une Égypte qui a divorcé d'avec elle-même ces derniers mois, et élaborer un système islamique modèle pour la région, qui se baserait sur la bonne gouvernance, l'efficacité économique, la démocratisation et surtout la justice sociale.

Laissez-moi terminer par une très jolie phrase de Martin Luther King : « The arc of history is long, but it bends toward justice ». Merci.